



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Notes sur la Couverture médiatique audiovisuelle 16 au 22 septembre 2015

Ce rapport vise à déterminer dans quelle mesure et comment les médias agissent comme agent de pacification ou plutôt comme amplificateur des tensions, à travers l'identification des propos incendiaires proférés dans les médias. Il sert également à observer les foyers de tension qui se manifestent dans le pays et qui reçoivent une couverture médiatique.

A LA UNE

LA VICTOIRE DE LALAO RAVALOMANANA CONFIRMÉE

Le Tribunal Administratif a officialisé la victoire de Lalao Ravalomanana à la course à la mairie d'Antananarivo. Forte de ses 55,87% des voix, la candidate du TIM devance de loin sa concurrente Lalatiana Rakotondrazafy, de l'association FREEDOM, qui n'a obtenu que 31,47% des suffrages exprimés. Ce résultat n'a pas réellement surpris l'opinion, d'autant plus que le TAF d'Antananarivo n'avait considéré que 20 requêtes sur les 350 déposées. La première mairesse de la capitale compte prioriser le volet social et la sécurité. Lalatiana Rakotondrazafy, pour sa part, n'a pas manqué de pointer du doigt la dépendance de la Justice. « Cette décision confirme que tous ceux qui essaient de suivre le droit chemin n'auront jamais de chance devant le tribunal », a-t-elle réagi, en marge de la cérémonie. La tête de liste du FREEDOM prévoit ainsi d'interpeller le Conseil d'Etat et d'user de toutes les voies légales possibles. Sur l'ensemble du territoire, les Tribunaux administratifs ont procédé à l'annulation des résultats dans 12 communes, pour ne citer qu'Ankazobe et Ambatomanga.

Les chaînes nationales TVM et RNM ont accordé une large couverture aux différentes cérémonies de proclamation des résultats définitifs des communales, dans les principales provinces de l'île et ce, sans s'attarder sur les réactions. TV PLUS a tenu à apporter des détails en fournissant des résultats chiffrés dans ses programmes d'informations. Pour commenter et analyser lesdits résultats, la chaîne a sollicité l'analyste politique Gilbert Raharizatovo. De son opinion, la victoire de Lalao Ravalomanana constitue une occasion en or pour son époux de revenir en force sur la scène politique. En réaction de ces résultats définitifs promulgués, certains médias redoutent déjà une crise postélectorale. Tel est par exemple le cas de la radio ANTSIVA qui aborde le sujet avec une pointe d'inquiétude dans son analyse. « Les futurs maires, réussiront-ils à relever les énormes défis qui les attendent ? » se demande sa chroniqueuse. Comme l'ont énuméré les citoyens dont elle a sondé les avis, il s'agit entre autres de la résolution des problèmes liés à l'insécurité et à l'amélioration des conditions sociales. La station a même fait preuve d'un certain alarmisme, en privilégiant l'intervention du président du parti AKFM qui soutient le spectre d'une explosion populaire. VIVA abonde dans le même sens et amplifie par la même occasion la tension en déclarant que cette décision du Tribunal Administratif d'Antananarivo attisera davantage la haine que nourrit la population envers les dirigeants. « Qu'apporteront ces résultats, la stabilité ou la crise ? Qui se chargera de l'organisation des scrutins partiels ? Considérant le taux d'abstention, qu'en sera-t-il de la légitimité des futurs maires ? » lancent ses journalistes à titre de piste de réflexion. La chaîne a par ailleurs traité l'information d'une manière approfondie en invitant à débattre sur son plateau Jean Luc Rahaga, Directeur de publication de Madagascar Matin, Naivo Raholdina député MAPAR, le juriste Ranesa Fierena, Patricia Raharisoamalala du KMF/CNOE et Rojo Razafindralambo, du Cercle de Réflexion des Administrateurs Civils ou CRAC. Pour la RADIO PLUS, la promulgation des résultats définitifs des communales signe la fin des vacances pour les institutions. La chaîne a ainsi remis au goût du jour la question du remaniement du gouvernement.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



FOYER DE TENSION

OPERATION FAHALEMANA 2015 : ENTRE PERTE MILITAIRE ET CONTROVERSE

Le Premier ministre Jean Ravelonarivo a rendu hommage au capitaine de la compagnie de la gendarmerie de Betroka, Rafalihery Andriantiana, décédé suite à un violent accrochage avec les dahalo. Sa dépouille a été acheminée dans la capitale et a reçu les honneurs militaires, au camp de la gendarmerie Ramarolahy à Betongolo. En marge de la cérémonie de levée du corps, le Chef du gouvernement a réitéré, sur un ton ferme, que la lutte contre l'insécurité sera menée jusqu'au bout. Sur le terrain, des éléments de la compagnie de la gendarmerie de Sakaraha ont été dépêchés en renfort à Betroka. Les pertes militaires et les éventuelles réactions « violentes » des éléments de l'opération de sécurisation, dénoncées par les rumeurs d'exécutions sommaires, continuent de ternir l'image de cette opération militaire et lui a, par la même occasion, valu de nombreuses interpellations des défenseurs des droits de l'Homme. Ainsi face aux nombreuses critiques qu'essuie la gendarmerie, le ministre de la Défense nationale Dominique Rakotozafy a tenu une conférence de presse pour exhorter tout un chacun à se référer aux résultats positifs.

« Pas de quartier pour les dahalo, que j'appelle aussi des terroristes. La meilleure façon de lutter contre le banditisme est de faire preuve de fermeté et de ne tolérer aucun délit » dixit le chroniqueur de l'émission « *Demokrasia mivantana* » de la **RADIO PLUS**. La chaîne est la seule à cautionner la tournure répressive prise l'opération de sécurisation dans le sud. Elle affiche d'ailleurs son soutien à l'endroit des militaires comme en témoigne la couverture médiatique ample accordée à la conférence de presse donnée par le ministre de la Défense nationale, Dominique Rakotozafy durant laquelle il défend la cause de ses hommes. Les autres stations, pour leur part, ont plutôt donné raison aux défenseurs des droits de l'Homme et ont par conséquent, dénoncé les éventuelles dérives des militaires. « Rien ne va plus, l'Etat ne gère plus la situation ! » tonne d'ailleurs d'un ton alarmiste **ANTSIVA**. La station s'est également impliquée dans le conflit en accusant les éléments des forces de l'ordre de se livrer à des exécutions sommaires ou « vono moka », traduit littéralement extermination de moustiques. Elle n'a sollicité que les avis défavorables à la tenue de l'opération militaire à l'instar de Célestin Tsiavaliky, de la plateforme politique 12 apôtres, qui soutient que ladite opération est loin de répondre à la charte de la réconciliation nationale. **VIVA** a également fait preuve de partialité et a alimenté le conflit en se lançant dans une véritable campagne de dénigrement à l'encontre des éléments des forces de l'ordre, dans ses JT. « Les militaires sont devenus plus dangereux pour la population que ne le sont les dahalo » opine la chaîne. Face à cet important flux de critiques, **FREE FM** craint la frustration des militaires et redoute par conséquent que la situation ne dégénère en un Coup d'Etat militaire, comme c'est le cas au Burkina Faso.

Comme à son habitude, **TVM** a exclusivement focalisé son attention sur la présence du Premier ministre à la cérémonie de remise de la médaille d'honneur au défunt capitaine de la gendarmerie de Betroka, en s'attardant notamment sur son discours. Le Chef du gouvernement a profité de l'occasion pour annoncer l'adoption d'une nouvelle stratégie dans la poursuite de l'opération « Fahalemana ». **TV PLUS** a traité le sujet de manière plutôt approfondie. La station a en effet produit un reportage intitulé « Dahalo » montrant les réalités du terrain et le quotidien des éléments intervenant dans le cadre de l'opération militaire de sécurisation dans la partie sud de la Grande île. **KOLO TV** a également adopté une approche approfondie en s'enquérant de l'avis de plusieurs acteurs sur le sujet, à travers son émission de débat « MiKolo Hevitra ». Ainsi, Andrianjaka Rajaonah, président du parti nationaliste Otrik'Afo, Mara Niarisy député d'Ankazoabo Sud et Salomon Ravelonanosy, président national du Comité pour l'avènement de la Monarchie ont tous soutenu la nécessité d'une concertation des autorités avec les communautés de base ou fokonolona pour optimiser la lutte contre la recrudescence de l'insécurité.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



JIRAMA : LE MENEUR DU MOUVEMENT SYNDICAL EN DETENTION

Oliva Andrianalimanana, président de l'Intersyndical de la JIRAMA et principal meneur de grève, a été placé en détention provisoire, dans la journée du 18 septembre. Selon certaines sources, il serait inculpé de faux et d'usage de faux, en référence à un acte de mariage falsifié dans l'objectif de faire bénéficier d'une assurance santé une personne qui ne l'aurait pas dû. Les employés grévistes, quant à eux, soupçonnent une manœuvre des autorités visant à mater la grève. Ainsi, les membres du comité de grève ont lancé un ultimatum à travers lequel ils exigent, entre autres, la libération de leur leader dans les prochaines 48 heures.

VIVA participe à alimenter le conflit en joignant sa voix à celle des syndicalistes et par conséquent, assimile également l'arrestation d'Oliva Andrianalimanana à une tentative d'intimidation par l'Etat. Elle apporte d'ailleurs une autre interprétation à l'ultimatum lancé par les grévistes dans la mesure où il s'adresserait, selon la chaîne, aux autres employés de la compagnie pour qu'ils les rejoignent en vue d'une grève générale. FREE FM se montre alarmiste en annonçant que « l'emprisonnement d'Oliva Andrianalimanana n'a réussi qu'à rendre l'atmosphère davantage délétère ». La station se dit dubitative quant à l'issue favorable de la situation, d'autant plus que la société américaine Symbion Power a annoncé ne pouvoir venir à bout du problème de délestage que dans 7 mois. TV PLUS, pour sa part, est restée en marge du conflit. La chaîne s'est en effet cantonnée à rapporter l'atmosphère électrique qui a régné au site de la JIRAMA à Soanierana par le biais d'un reportage d'ambiance, autrement dit dépourvu de tous commentaires, dans lequel les grévistes montent le ton. Le traitement du foyer de tension par la TVM est toujours orienté en faveur du gouvernement. La chaîne publique a ainsi fait l'impasse sur l'évolution de la grève de l'Intersyndical de la JIRAMA au bénéfice des efforts engagés par l'Etat dans la résolution du problème de délestage. L'attention a ainsi été portée sur la signature d'un accord avec la société AFL concernant la mise en place d'une nouvelle centrale, à Antanandrano, pouvant produire 20MW.

PROCESSUS ELECTORAL

PROCHAINE ETAPE ELECTORALE, LES SENATORIALES ET POURTANT, TOUJOURS PAS DE CENI EN VUE ...

« Le gouvernement envisage de tenir les élections sénatoriales avant la fin de l'année » a annoncé Solonandrasana Olivier Mahafaly, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Il profite de cette déclaration pour rassurer sur la tenue de la session parlementaire extraordinaire de l'Assemblée nationale durant laquelle les députés devront adopter, non seulement la Loi de Finances Rectificative mais également la loi régissant la nouvelle Commission électorale. Le ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels, de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement avait déclaré, le 16 septembre dernier, que le gouvernement était encore en pleine élaboration du projet de loi devant régir le successeur de la CENIT, les discussions étant principalement portées sur la composition de la structure, le budget, son autonomie financière et sa neutralité.

KOLO TV est convaincu que le pouvoir en place fait erreur en prévoyant déjà la tenue des sénatoriales. De l'opinion de la chaîne, la situation est encore loin d'y être favorable. « Le projet de loi sur la CENI n'est pas au point (...) Il en est de même pour le collège des grands électeurs qui n'est pas encore au complet étant donné que les élections sont à refaire dans certaines communes » commente la station pour justifier sa position. ANTSIVA a rapporté les revendications des acteurs politiques et de la société civile exigeant la mise en place de la nouvelle commission électorale avant les sénatoriales. C'est au micro de la radio que Bruno Rakotoarisoa, du Groupe des Experts Nationaux ou GEN, insiste sur la dominance des OSC dans la composition du comité en charge de réfléchir sur l'organe. TV PLUS a mis en avant la prise de responsabilité des autorités étatiques et ce, en retransmettant le discours rassurant du ministre d'Etat Rivo Rakotavao qui a fait état de l'avancement de l'élaboration du projet de loi régissant la nouvelle commission électorale.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



POLITIQUE INTERNE

MISE EN ŒUVRE DE LA NOUVELLE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Président de la République s'est engagé à mettre en œuvre la nouvelle stratégie de lutte contre la corruption qui se base, entre autres, sur le renforcement de l'Etat de droit et la mise en place des conditions de développement économique. Le document, élaboré de concert par le BIANCO, le ministère de la Justice et le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité, a été signé par Hery Rajaonarimampianina à Iavoloha le 21 septembre. Selon les explications apportées par Jean Louis Andriamifidy, Directeur général du BIANCO, cette nouvelle stratégie décennale a été élaborée à partir des réalités locales. Et de préciser que le système judiciaire, le secteur de la sécurité, le domaine foncier, l'économie, l'éducation et la fonction publique sont les plus touchés par la corruption. Dans son discours, le Chef de l'Etat a mis l'accent sur la priorisation de la lutte contre le trafic illicite de bois de rose dans cette stratégie et se dit conscient de l'engagement qu'il doit faire valoir pour combattre ce fléau.

En bons médias institutionnels RNM et TVM ont plébiscité l'engagement du Président de la République dans la lutte contre la corruption. « La ratification de ce document illustre la volonté de Hery Rajaonarimampianina à mettre en place un Etat de droit, une justice intègre et la transparence dans la gouvernance, conformément à ses promesses » commente TVM dans son JT. La RNM, quant à elle, a affiché son optimisme en annonçant que « cette nouvelle stratégie sera immédiatement mise à exécution ». Contrairement aux chaînes nationales, KOLO TV et VIVA n'ont pas été convaincus par cette initiative. « Hery Rajaonarimampianina n'a cessé de proliférer des promesses depuis son investiture, mais elles n'ont jamais été concrétisées » fait remarquer KOLO TV. VIVA va encore plus loin en dénonçant l'hypocrisie du Chef de l'Etat. « Si le Président de la République est au fait de l'ampleur du trafic illicite de bois de rose et connaît les personnalités impliquées dans ces magouilles, pourquoi ne lève-t-il pas le petit doigt ? » se demande la station.

PROPOS ILLEGITIMES

LA COTE DU REGIME RAJAONARIMAMPIANINA AU PLUS BAS, AUPRES DES AUDITEURS

« Unissons nos forces pour renverser le Président Hery Rajaonarimampianina comme nous avons procédé avec Marc Ravalomanana ». Cet appel à la violence a été émis par un auditeur, intervenu dans l'émission « Anao ny Fitenenana » de la radio FREE FM. Un intervenant dans « Demokrasia Mivantana » de la RADIO PLUS, quant à lui, s'en est pris à aux membres des pouvoirs Exécutif et Législatif : « les membres du gouvernement, comme ceux de l'Assemblée nationale sont des bons à rien ». Ces propos incendiaires des auditeurs n'ont suscité aucune réaction de la part des animateurs de ces émissions.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF ET LALAO RAVALOMANANA DANS LA LIGNE DE MIRE DE L'OPINION

Les résultats définitifs des élections communales dans la capitale sont loin de faire l'unanimité, amenant ainsi le Tribunal Administratif et Financier à être la cible des critiques, tant des médias d'opinion que des candidats malheureux. « La décision du TAF relative à la refonte des élections dans certaines communes a été prise en complicité avec l'Etat, qui trouve son intérêt dans cette procédure » a soutenu Soava Andriamarotafika, directeur de publication de VIVA et ce, dans l'indifférence du journaliste présentateur du JT. La station a également permis à la candidate MAPAR

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



à Fianarantsoa Christine Razanamahasoa de faire part de la même opinion, par le biais d'un discours incendiaires. « *Ces décisions témoignent que le Tribunal Administratif est complice des fraudes et irrégularités électorales* » déclare la candidate via un appel téléphonique, sous l'œil spectateur du journaliste. Lalatiana Rakotondrazafy, dans ses réactions à chaud suite à la confirmation de l'élection de son adversaire, a émis des commentaires faisant l'apologie du crime : « *Allons enfreindre la loi, à compter d'aujourd'hui, car si nous restons dans la légalité, la Justice ne nous protégera pas* ». A noter que ces propos illégitimes ont été retransmis par de nombreux médias audiovisuels sans que ces derniers n'aient pris des dispositions au préalable. Outre le Tribunal administratif, Lalao Ravalomanana, la nouvelle mairesse de la ville des mille, a également été la cible de discours haineux, plus précisément de propos sexistes. « *Lalao Ravalomanana était à court de mots aux micros des journalistes. L'absence de son porte-parole de mari était en effet perceptible. Si elle prévoit de tenir une conférence de presse pour exposer ses priorités, il est certain que cette rencontre avec la presse n'aura pas lieu avant le retour de Marc Ravalomanana* » a commenté **VIVA** dans son JT.

FORMAT DE COUVERTURE

JIRAMA/ SYMBION POWER, ENSEMBLE CONTRE LE DELESTAGE

Dans l'optique de mettre un terme à la polémique autour de la concession de la centrale de Mandrozeza, la **TVM** a démontré l'indispensabilité de Symbion Power à travers un reportage. Réalisé à la centrale de Mandrozeza même, ledit reportage est revenu sur l'origine technique des délestages et a focalisé l'attention sur la mission de la société américaine qui consistera à faire en sorte que les groupes électrogènes défectueux redeviennent opérationnels. La chaîne nationale n'a pas manqué de mettre en avant la bonne entente entre les représentants de l'entreprise américaine et les employés de la centrale. Par le biais de l'interview de Rakotoharindrano Tovo Thierry, chef de département Exploitation et Maintenance, la station a rassuré qu'aucun employé ne sera licencié. Afin de mettre en avant les avantages du contrat, TVM a ponctué le reportage par les témoignages de deux abonnés de la JIRAMA qui souhaitent seulement que le délestage prenne fin.

8^{ème} JMJ EN DIRECT

Les chaînes nationales ont consacré une large couverture à la cérémonie d'ouverture et au déroulement de la célébration de la Journée Mondiale de la Jeunesse à Fianarantsoa. **RNM** et **TVM** ont effectivement retransmis en direct et en intégral la cérémonie d'ouverture qui s'est tenue au stade d'Ambatomena à travers une émission spéciale. Les programmes d'informations, quant à eux, ont accordé un large temps d'antenne à l'intervention du Président de la République.

STYLE ET DEONTOLOGIE

APOLOGIE DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT PAR LA TVM

« *Le gouvernement fait tout son possible pour développer le pays, en partenariat avec le secteur privé, non seulement dans les grandes villes mais aussi dans les zones rurales* ». Ce commentaire d'un journaliste de la **TVM**, lors d'un reportage portant sur la cérémonie de pose de la première pierre d'une usine de transformation de matière première par le Président de la République à Toamasina, illustre bien la partialité affichée par la chaîne en faveur des dirigeants. La télévision nationale a d'ailleurs accordé une large couverture aux déplacements du Chef de l'Etat et aux actions du gouvernement, dans ses JT. Quoi qu'il en soit, la chaîne nationale a fait preuve de bonne pratique en consacrant un reportage aux députés du parti MAPAR, en l'occurrence Naivo Raholdina et Lalao Rahantanirina, qui ont répondu à l'appel des riverains d'Ampanihingidro, à Mahajanga, victimes de spoliation foncière.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

